

VLAAMSE OVERHEID

Cultuur, Jeugd, Sport en Media

[C – 2018/10352]

24 NOVEMBER 2017. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van de verboden lijst, vermeld in artikel 7 van het besluit van de Vlaamse Regering van 13 februari 2015 houdende uitvoering van het Antidopingdecreet van 25 mei 2012. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 18 december 2017 werd op de bladzijden 112866 (N) en 112873 (F) een fout gepubliceerd in de nummering van het besluit.

In de Nederlandse tekst moet het puntje “5) diuretica en maskerende middelen:” gelezen worden als “5° diuretica en maskerende middelen:”.

In de Franse tekst moet het puntje “5) diurétiques et agents masquants:” gelezen worden als “5° diurétiques et agents masquants:”.

Het punt 5° was dus verkeerdelijk gepubliceerd als een punt 5) van de opsomming in het voorgaande niveau.

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Culture, Jeunesse, Sports et Médias

[C – 2018/10352]

24 NOVEMBRE 2017. — Arrêté ministériel établissant la liste des interdictions, visée à l’article 7 de l’arrêté du Gouvernement flamand du 13 février 2015 portant exécution du Décret antidopage du 25 mai 2012. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 18 décembre 2017, aux pages 112866 (NL) et 112873 (FR), une erreur a été publiée dans la numérotation de l’arrêté.

Dans le texte néerlandais, le point « 5) diuretica en maskerende middelen: » doit être lu comme « 5° diuretica en maskerende middelen: ».

Dans le texte français, le point « 5) diurétiques et agents masquants : » doit être lu comme « 5° diurétiques et agents masquants : ».

Le point 5° était donc erronément publié comme un point 5) de l’énumération au niveau précédent.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/30225]

20 DECEMBRE 2017. — Décret modifiant le décret du 12 janvier 2017 concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L’article 1^{er} du décret du 12 janvier 2017 concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal est complété par les mots « et transpose partiellement la directive 2015/2376/UE du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l’échange automatique et obligatoire d’informations dans le domaine fiscal. ».

Art. 2. Dans l’article 2 du décret du 12 janvier 2017 concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal les modifications suivantes sont apportées :

a) à l’alinéa 7, 12°, les mots « concernant des personnes résidant dans d’autres Etats membres de résidence concerné » sont remplacés par les mots « à un autre Etat membre »;

b) le même alinéa est complété par les 17°, 18° et 19° rédigés comme suit :

« 17° « décision fiscale anticipée en matière transfrontière » : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu’il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d’un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions suivantes :

a) être émis, modifié ou renouvelé par ou pour le compte du gouvernement ou de l’administration fiscale d’un Etat membre, ou par les entités territoriales ou administratives de l’Etat membre, y compris les autorités locales, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) être émis, modifié ou renouvelé à l’intention d’une personne spécifique ou d’un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s’en prévaloir;

c) porter sur l’interprétation ou l’application d’une disposition législative ou administrative concernant l’administration ou l’application de la législation nationale relative aux taxes et impôts de l’Etat membre considéré ou des entités territoriales ou administratives de l’Etat membre, y compris de ses autorités locales;

d) se rapporter à une opération transfrontière ou à la question de savoir si les activités exercées par une personne dans une autre juridiction créent ou non un établissement stable;

e) être établi préalablement aux opérations ou aux activités menées dans une autre juridiction susceptibles de créer un établissement stable ou préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu;

18° « opération transfrontière » visée au 17° : une opération ou une série d'opérations :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire de l'État membre ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations exerce son activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable, l'opération ou la série d'opérations constituant une partie ou la totalité de l'activité de l'établissement stable.;

d) lorsque cette opération ou série d'opérations a une incidence transfrontière;

19° « entreprise » visée au 18° : toute forme d'exercice d'une activité commerciale. »;

c) deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 7 et 8 :

« Concernant le 17°, l'opération transfrontière peut inclure, mais sans s'y limiter, la réalisation d'investissements, la fourniture de biens, services et financements ou l'utilisation d'actifs corporels ou incorporels et ne doit pas nécessairement faire intervenir directement la personne destinataire de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

Concernant le 18°, c), une opération transfrontière ou une série d'opérations transfrontières comprennent également les dispositions prises par une personne en ce qui concerne les activités commerciales que cette personne exerce dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable. ».

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. § 1^{er}. L'autorité compétente qui émet, modifie ou renouvelle une décision fiscale anticipée en matière transfrontière après le 31 décembre 2016 communique, par échange automatique, des informations à ce sujet aux autorités compétentes de tous les autres États membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au paragraphe 6, conformément aux modalités pratiques adoptées en vertu de l'article 8.

§ 2. L'autorité compétente communique également, conformément à l'article 8, des informations aux autorités compétentes de tous les autres États membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au paragraphe 6, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, la communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, la communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas dans le cas où une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou plusieurs personnes physiques.

§ 4. L'échange d'informations est effectué comme suit :

1° pour les informations échangées en application du paragraphe 1^{er} : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées;

2° pour les informations échangées en application du paragraphe 2 : avant le 1^{er} janvier 2018.

§ 5. Les informations qui sont communiquées par l'autorité compétente en application des paragraphes 1^{er} et 2, comprennent :

1° l'identification de la personne, autre qu'une personne physique, et, le cas échéant du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

2° un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

3° les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

4° la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

5° la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

6° le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

7° le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

8° l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne, autre qu'une personne physique qui seraient susceptibles d'être concernées par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

9° l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne, autre qu'une personne physique, susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées;

10° une mention précisant si les informations communiquées sont basées sur la décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6. Les informations définies au paragraphe 5, 1°, 2° et 9° ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

§ 7. Le Gouvernement de la Communauté française détermine les modalités selon lesquelles l'autorité compétente visée au paragraphe 5, 8° accuse réception des informations auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées.

§ 8. L'autorité compétente peut, conformément à l'article 8, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière. ».

Art. 4. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2017-2018.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°569-1. – Texte adopté en séance plénière 569-2
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/30225]

20 DECEMBER 2017. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 januari 2017 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 12 januari 2017 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen wordt aangevuld met de woorden “, en zet richtlijn 2015/2376/EU van de Raad van 8 december 2015 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied gedeeltelijk om.”.

Art. 2. In artikel 2 van het decreet 12 januari 2017 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen, worden de volgende wijzingen aangebracht :

in het zevende lid, 12°, worden de woorden “over ingezetenen van andere lidstaten aan de betrokken lidstaat van verblijf” vervangen door de woorden “aan een andere lidstaat”;

hetzelfde lid wordt aangevuld met de punten 17°, 18° en 19°, luidend als volgt :

“17° voorafgaande grensoverschrijdende ruling” : een akkoord, een mededeling dan wel enig ander instrument of enige andere handeling met soortgelijk effect, ook indien afgegeven, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan :

a) het of zij is afgegeven, gewijzigd of hernieuwd door of namens de regering of de belastingautoriteit van een lidstaat, of een territoriaal of staatkundig onderdeel van die lidstaat, met inbegrip van de lokale overheden, ongeacht of er effectief gebruik van wordt gemaakt;

b) het of zij is afgegeven, gewijzigd of hernieuwd, ten aanzien van een welbepaalde persoon of groep van personen, en deze persoon of groep personen kan zich erop beroepen;

c) het of zij de interpretatie of toepassing betreft van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling ter toepassing of handhaving van nationale belastingwetgeving van de lidstaat of de territoriale of staatkundige onderdelen daarvan, met inbegrip van de lokale overheden;

d) het of zij betrekking heeft op een grensoverschrijdende transactie of op de vraag of er op grond van de activiteiten van een persoon in een ander rechtsgebied al dan niet sprake is van een vaste inrichting;

e) het of zij eerder is tot stand gekomen dan de transacties of activiteiten in een ander rechtsgebied op grond waarvan mogelijk sprake is van een vaste inrichting, of dan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de transactie of reeks transacties dan wel de activiteiten hebben plaatsgevonden.

18° „grensoverschrijdende transactie”, bedoeld in 17° : een transactie of reeks van transacties waarbij :

a) niet alle partijen bij de transactie of reeks van transacties hun fiscale woonplaats hebben in de lidstaat die de voorafgaande grensoverschrijdende ruling afgeeft, wijzigt of hernieuwt;

b) een of meer van de partijen bij de transactie of reeks van transacties haar fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan een rechtsgebied heeft;

c) een van de partijen bij de transactie of reeks van transacties haar bedrijf uitoefent in een ander rechtsgebied via een vaste inrichting en de transactie of reeks van transacties alle of een deel van de activiteiten van de vaste inrichting uitmaakt;

d) die transacties of reeks van transacties een grensoverschrijdend effect hebben.”;

19° „onderneming”, bedoeld in 18° : iedere vorm van bedrijfsvoering.”.

c) tussen het zevende lid en het achtste lid worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

“Betreffende 17°, kan de grensoverschrijdende transactie betrekking hebben op, maar is niet beperkt tot, het doen van investeringen, het leveren van goederen, het verrichten van diensten, het financieren of het gebruiken van materiële of immateriële activa, waarbij de persoon die de voorafgaande grensoverschrijdende ruling heeft gekregen, niet rechtstreeks betrokken hoeft te zijn;

Betreffende 18°, c), omvat een grensoverschrijdende transactie of reeks van transacties tevens de regelingen die worden getroffen door een persoon ten aanzien van de bedrijfsactiviteiten die hij in een ander rechtsgebied via een vaste inrichting uitoefent.”.

Art. 3. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 5/1. § 1. De bevoegde autoriteit die na 31 december 2016 een voorafgaande grensoverschrijdende ruling afgeeft, wijzigt of hernieuwt, verstrekt de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie automatisch inlichtingen daaromtrent, met inachtneming van de in paragraaf 6 genoemde beperkingen, zulk overeenkomstig de uit hoofde van artikel 8 vastgestelde toepasselijke praktische regelingen.

§ 2. De bevoegde autoriteit verstrekt, overeenkomstig artikel 8, ook de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten, alsmede de Europese Commissie, de inlichtingen — beperkt tot de in paragraaf 6 genoemde gevallen — over voorafgaande grensoverschrijdende rulings die zijn afgegeven, gewijzigd of hernieuwd binnen een periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017.

Indien voorafgaande grensoverschrijdende rulings zijn afgegeven, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden die inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die voorafgaande grensoverschrijdende rulings nog geldig waren op 1 januari 2014.

Indien voorafgaande grensoverschrijdende rulings zijn afgegeven, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden die inlichtingen verstrekt ongeacht of die voorafgaande grensoverschrijdende rulings nog geldig zijn.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing wanneer een voorafgaande grensoverschrijdende ruling uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen.

§ 4. De inlichtingenuitwisseling geschiedt als volgt :

1° voor de overeenkomstig paragraaf 1 uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het eerste halfjaar van het kalenderjaar waarin de voorafgaande grensoverschrijdende rulings zijn afgegeven, gewijzigd of hernieuwd;

2° voor de overeenkomstig paragraaf 2 uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018.

§ 5. De door de bevoegde autoriteit uit hoofde van de paragrafen 1 en 2 van dit artikel te verstrekken inlichtingen omvatten onder meer de volgende gegevens :

1° de identificatiegegevens van de persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, en in voorkomend geval van de groep personen waartoe deze behoort;

2° een samenvatting van de inhoud van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, met onder meer een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of transacties of reeks van transacties, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag niet leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

3° de data waarop de voorafgaande grensoverschrijdende ruling is afgegeven, gewijzigd of hernieuwd;

4° de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, indien vermeld;

5° de einddatum van de geldigheidsperiode van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, indien vermeld;

6° het type voorafgaande grensoverschrijdende ruling;

7° het bedrag van de transactie of reeks van transacties van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, indien vermeld in de voorafgaande grensoverschrijdende ruling;

8° de andere lidstaten, in voorkomend geval, personen, niet zijnde natuurlijke personen, op wie de voorafgaande grensoverschrijdende ruling van invloed zal zijn;

9° personen, niet zijnde natuurlijke personen, in de andere lidstaten, indien die er zijn, op wie de voorafgaande grensoverschrijdende ruling naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn (waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de getroffen personen verbonden zijn);

10° de vermelding of de meegedeelde inlichtingen gebaseerd zijn op de voorafgaande grensoverschrijdende ruling.

§ 6. Inlichtingen in de zin van paragraaf 5, 1°, 2° en 9° worden niet meegedeeld aan de Europese Commissie.

§ 7. De Regering van de Franse Gemeenschap stelt de nadere regels vast volgens welke de in paragraaf 5, 8° bedoelde bevoegde autoriteit de ontvangst van de inlichtingen bevestigt aan de verstrekkende bevoegde autoriteit.

§ 8. Overeenkomstig artikel 8, kan de bevoegde autoriteit om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een voorafgaande grensoverschrijdende ruling."

Art. 4. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting,
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 569-1. — In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 569-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 20 december 2017.